



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les produits alimentaires stratégiques

P. Cracknell

Citer ce document / Cite this document :

Cracknell P. Les produits alimentaires stratégiques. In: Économie rurale. N°115, 1976. Les produits alimentaires stratégiques - Première partie. pp. 3-17;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1976.2436>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1976_num_115_1_2436

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

Strategic Foodstuffs - Although it is wise to give thought to the productive capacity of the farming-food industry as a strategic instrument for a nation or an ideological group, it is also indispensable to give thought to the strategy that must be worked out to overcome the problem of hunger in the world. The recent international discussions that have taken place, particularly at the World Food Conference have led to a greater awareness of the policies that must be adopted to reach this goal both on the national level in developing countries and on the international level. This strategy of war on want must first of all consider those who produce the means of fighting against it, in other words the farmers. To overcome hunger one must first of all create the conditions for a satisfactory development of farming. Amongst the necessary conditions, international agreements on foodstuffs, the development of food aid from the wealthy nations, support for the organization of farmers, particularly in developing countries seem most important. These conditions cannot be assured in a climate of permanent political and ideological disagreement. Surely governments should understand that in the field of war on want only broad general collaboration will enable progress to be made towards a strategy capable of dealing with the cause.

Résumé

S'il est bon de s'interroger sur la capacité productive agro-alimentaire en tant qu'instrument stratégique utilisable par une nation ou un groupe idéologique, il est également indispensable de s'interroger sur la stratégie à mettre en oeuvre pour vaincre le problème mondial de la faim. Les débats internationaux récents qui se sont développés notamment au sein de la Conférence Mondiale de l'Alimentation ont contribué à faire connaître un peu mieux les politiques à adopter pour atteindre cet objectif tant au niveau national dans les pays en voie de développement qu'au niveau international. Cette stratégie de lutte contre la faim doit s'occuper en priorité de ceux qui produisent les armes, à savoir les agriculteurs. Lutter contre la faim c'est d'abord créer les conditions d'un développement satisfaisant de l'agriculture. Au titre des conditions nécessaires, les accords internationaux sur les produits, le développement de l'aide alimentaire en provenance des pays riches, le soutien à l'organisation des agriculteurs notamment dans les pays en voie de développement paraissent prioritaires. Ces conditions ne peuvent pas être remplies dans un contexte de lutte politique et idéologique permanente. Les gouvernements ne devraient-ils pas comprendre que dans le domaine de la lutte contre la faim seule une collaboration large et ouverte permettra de progresser dans une stratégie qui soit à la hauteur de l'enjeu.

LES PRODUITS ALIMENTAIRES STRATEGIQUES

P. CRACKNELL

Secrétaire général de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA)

S'il est bon de s'interroger sur la capacité productive agro-alimentaire en tant qu'instrument stratégique utilisable par une nation ou un groupe idéologique, il est également indispensable de s'interroger sur la stratégie à mettre en œuvre pour vaincre le problème mondial de la faim. Les débats internationaux récents qui se sont développés notamment au sein de la Conférence Mondiale de l'Alimentation ont contribué à faire connaître un peu mieux les politiques à adopter pour atteindre cet objectif tant au niveau national dans les pays en voie de développement qu'au niveau international. Cette stratégie de lutte contre la faim doit s'occuper en priorité de ceux qui produisent les armes, à savoir les agriculteurs. Lutter contre la faim c'est d'abord créer les conditions d'un développement satisfaisant de l'agriculture. Au titre des conditions nécessaires, les accords internationaux sur les produits, le développement de l'aide alimentaire en provenance des pays riches, le soutien à l'organisation des agriculteurs notamment dans les pays en voie de développement paraissent prioritaires. Ces conditions ne peuvent pas être remplies dans un contexte de lutte politique et idéologique permanente. Les gouvernements ne devraient-ils pas comprendre que dans le domaine de la lutte contre la faim seule une collaboration large et ouverte permettra de progresser dans une stratégie qui soit à la hauteur de l'enjeu.

Strategic Foodstuffs

Although it is wise to give thought to the productive capacity of the farming-food industry as a strategic instrument for a nation or an ideological group, it is also indispensable to give thought to the strategy that must be worked out to overcome the problem of hunger in the world. The recent international discussions that have taken place, particularly at the World Food Conference have led to a greater awareness of the policies that must be adopted to reach this goal both on the national level in developing countries and on the international level. This strategy of war on want must first of all consider those who produce the means of fighting against it, in other words the farmers. To overcome hunger one must first of all create the conditions for a satisfactory development of farming. Amongst the necessary conditions, international agreements on foodstuffs, the development of food aid from the wealthy nations, support for the organization of farmers, particularly in developing countries seem most important. These conditions cannot be assured in a climate of permanent political an ideological disagreement. Surely governments should understand that in the field of war on want only broad general collaboration will enable progress to be made towards a strategy capable of dealing with the cause.

INTRODUCTION

Si 1975 était l'année internationale de la femme, on peut dire que 1974 est apparu comme l'année internationale des produits alimentaires. Mais tout comme les problèmes de la femme n'ont pas commencé le 1^{er} janvier pour disparaître le 31 décembre 1975, de même, les problèmes de la faim n'ont nullement trouvé une solution du fait qu'en 1974 s'est tenue une grande Conférence Mondiale de l'Alimentation.

Voilà bien longtemps que le problème croissant de l'approvisionnement adéquat de la population mondiale en produits alimentaires est étudié et que l'on essaie en vain d'attirer l'attention sur sa gravité. Si en 1973 et 1974 l'Occident s'est enfin ému, ce n'est pas par un soudain élan de sympathie envers ses frères d'Asie et d'Afrique mais tout simplement parce que certaines pénuries se sont fait sentir jusque dans le budget des ménages en France, aux Etats-Unis et au Japon. On s'est ému parce qu'on se sentait touché directement.

Depuis, cela s'est tassé : on s'est habitué à payer plus cher son pain ; on apprend que les prix du marché mondial baissent. Alors, l'Occident revient à ses préoccupations antérieures tandis que 600 millions de les concitoyens du monde, invisibles dans nos pays riches et sans moyens d'expression ou de pression, continuent à connaître la malnutrition chronique. Pour eux, n'importe quel produit alimentaire permettant la survie est stratégique.

On continue donc d'avoir besoin d'une stratégie de lutte contre la faim. Mais depuis peu l'emploi des produits alimentaires comme arme diplomatique a fait son entrée dans plusieurs discours politiques. L'absence de l'une et l'apparition de l'autre sont tout aussi inquiétants.

(*) FIPA : 1, rue d'Hauteville, 75010 Paris.

L'auteur présente ici ses opinions personnelles qui n'engagent ni la FIPA ni l'une ou l'autre des organisations membres.

I. — ETAT DES ARMES ET DES ACTEURS

Les tableaux en annexe donnent quelques indications sur la situation alimentaire mondiale ; les données sont bien connues et se passent de commentaires. Il semble bien que sans de très importants changements, qui dépendent non seulement de très gros investissements mais aussi de modifications profondes des structures économiques, politiques et sociales dans la plupart des pays en voie de développement, la lutte entre la population et les ressources alimentaires sera fort difficile à gagner (tableaux 1 et 2). Déjà, à la moitié de la deuxième décennie du Développement, on est très loin d'atteindre les objectifs fixés dans le domaine agricole (37,5 % de réalisation).

La Conférence Mondiale de l'Alimentation, tenue en novembre 1974, à Rome, était un énorme état-major réuni pour préparer la stratégie contre la faim. Elle a rassemblé environ 4.000 représentants gouvernementaux dont de très nombreux ministres. Trois réunions importantes l'ont préparée. Elle a discuté deux documents volumineux et très bien préparés par la FAO présentant une analyse du problème et des propositions pour une stratégie de lutte contre la faim. Elle a adopté au total vingt-deux résolutions (de valeur très inégale puisqu'elles portent aussi bien sur le paiement des frais de voyage pour les représentants des mouvements de libération et sur une charte mondiale des sols, que sur la création d'un Fonds International de Développement Agricole et sur des programmes et politiques pour améliorer la nutrition).

Dans l'ensemble, dans la mesure où les résolutions touchaient les agriculteurs, la FIPA a été fort encouragée de trouver dans des textes officiellement adoptés et donc entérinés par les gouvernements, tout un ensemble de propositions préconisées depuis trente ans par elle. Dans un sens, les vœux des agriculteurs étaient comblés... sur le papier. Nous verrons brièvement plus loin les lacunes de ces formules.

Mais des résolutions à l'action, surtout aux Nations Unies, il y a un grand pas qui trop souvent n'est pas franchi. Ce serait faux de prétendre que cette Conférence a été un échec. Elle a effectivement défini les éléments d'une stratégie. Mais sa conception sur le terrain, la recherche des moyens de sa mise en œuvre, et la légion d'actions tactiques pour gagner cette bataille se font encore attendre. Pour ne prendre que deux exemples, la décision d'établir le Fonds International de Développement Agricole, prise il y a dix-sept mois, ne s'est encore soldée que par de nouvelles réunions dont une des plus récentes en février 1976, est loin d'avoir été concluante. Deuxièmement, il n'est pas tout évident que la plupart des gouvernements aient com-

mencé à donner une plus haute priorité au développement agricole.

Ceci dit, de façon générale, la CMA a au moins le mérite, grâce à des relations de presse bien menées, de faire prendre conscience à beaucoup de gens de la véritable dimension du problème. Depuis la deuxième guerre mondiale, il y a eu, bien sûr, des crises alimentaires à retentissement international et plus spécialement en Inde en 1965-66. L'aide alimentaire était là pour combler le déficit.

Mais pendant toute cette période il n'est venu à l'esprit de personne de s'imaginer qu'un jour, par la combinaison de mauvaises récoltes à répétition dans plusieurs régions, et par suite d'une croissance régulière de la demande, le monde serait obligé de faire appel même à ses réserves alimentaires d'urgence, comme c'est le cas aujourd'hui (tableau 3). La crise de 1974, toujours présente, a également montré les limites de l'aide alimentaire comme solution : la seule vraie solution, ce sera de développer la capacité productive de chaque pays. Depuis deux décennies, c'est le contraire qui se passe (tableaux 4 et 5).

La grosse lacune de la « recette » de la Conférence Mondiale de l'Alimentation se trouve dans ses résolutions qui se lisent un peu comme la description de l'Utopie, tellement les objectifs vont loin et englobent tous les problèmes. La recette, c'est à peu près ceci :

« Prendre 31,6 millions de tonnes d'engrais, 800.000 tonnes de pesticides, 150 milliards de dollars pour les infrastructures routières et commerciales, et en réseaux d'irrigation, mettre en place des établissements de crédit et leur donner les fonds nécessaires ; bien mélanger et prier le Bon Dieu qu'il envoie la pluie et le soleil à bon escient ! »

Ce qui manque dans cette recette, c'est bien sûr l'élément humain. Or, il n'y a pas d'activité économique où l'action de l'homme, tout petit dans son champ, soit plus importante.

On peut avoir des facultés sans professeurs, remplacés par des postes de télévision, des magnétophones ; on peut avoir des restaurants self-services sans serveuses ; on peut avoir des hamburgers sans viande. Mais on ne peut pas avoir une production agricole sans agriculteurs. C'est donc eux, leurs besoins et leurs motivations qu'il faut d'abord examiner pour établir une stratégie de lutte contre la faim. La résolution II de la CMA, consacrée aux priorités pour le développement agricole et rural, est assez faible sur la notion de motivation des agriculteurs.

II. — STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LA FAIM

Cette stratégie est excessivement complexe, à tel point que l'on est en droit de se demander si la plupart des pays, et surtout le monde au niveau international, disposent de généraux et d'états-majors capables de l'appliquer. Il faut aussi insister sur les effets néfastes de formules simplistes du genre « quand on mange un beefsteak on mange un petit enfant du Sahel (par les céréales nécessaires pour élever le bœuf) ».

Que demandent donc les agriculteurs ? Leurs espoirs se formulent dans des termes assez simples. Ils veulent la confiance, la stabilité et la sécurité. Stabilité raisonnable des cours de leurs produits ; stabilité de leur droit d'occupation des terres ; stabilité des politiques agricoles. Confiance en l'avenir en sachant que leurs dépenses sont couvertes par les prix reçus ; confiance en un avenir à plus long terme avec l'espoir d'une vie rurale meilleure pour y retenir leurs enfants comme exploitants ; sécurité apportées par l'adoption de politiques adéquates garantissant stabilité et confiance. C'est déjà tout un programme ; si les ministres reconnaissent seulement l'importance de cet élément humain, de grands progrès seraient accomplis.

ACTION INTERNATIONALE

Pour mettre en œuvre ce programme, la FIPA soutient depuis longtemps qu'il faut des **accords internationaux sur les produits**. Elle a formulé et publié des propositions détaillées en 1971 sur les produits laitiers ; en 1972 sur les céréales. De tels accords devraient fournir l'assurance de la stabilité du marché et d'une rémunération adéquate des producteurs sous forme de prix minimum et maximum et de dispositions corollaires nécessaires relatives à la gestion des marchés. Les propositions sur les produits laitiers aussi bien que sur les céréales prévoient que les dispositions pour l'aide alimentaire soient intégrées dans les accords.

Concernant les céréales, les propositions des producteurs de 1972 contenaient d'importants développements sur le rôle des stocks, idées qui ont été reprises par la FAO dans son Engagement sur la Sécurité Alimentaire Mondiale. Toutefois, les agriculteurs ne soutiennent pas des propositions tendant à établir des stocks en dehors d'un cadre de régulation du marché leur fournissant des garanties contre l'effondrement des prix.

Mais, objectera-t-on, on a bien vu que les accords sur les produits ne marchent pas. Certes, les accords n'ont pas toujours répondu dans le passé aux espoirs que l'on mettait en eux. Mais les causes de beaucoup

de ces échecs sont à chercher dans le manque de souplesse des dispositions qui ne s'adaptent pas aux conditions changeantes du marché, dans la mauvaise volonté de certains gouvernements, et dans l'influence omniprésente de très grandes firmes comme conseillers des gouvernements dans les négociations et surtout comme « opérateurs » sur le marché.

Des accords sur les principaux produits stratégiques permettraient d'en stabiliser l'offre tout en décourageant la spéculation. Mais sur le plan de la distribution des produits alimentaires, pour bon nombre de pays en voie de développement il faudra encore longtemps avant qu'ils ne soient en mesure de satisfaire leur demande interne par la production nationale ou les importations commerciales et que tous disposent de revenus permettant de satisfaire les besoins familiaux à des prix suffisants pour les producteurs.

Ceux qui tiennent le raisonnement : « Puisqu'il y a des gens qui ont faim dans le tiers-monde, il y a des débouchés (illimités) pour l'agriculture européenne » feraient bien de considérer quelques instants la situation et les perspectives de la balance des paiements de ces pays (tableau 6). Et si vraiment ils croient à ces débouchés, ils feraient bien d'exiger que leurs partenaires potentiels puissent exporter en Europe des produits manufacturés : le commerce doit se faire dans les deux sens.

En effet puisque l'augmentation de la production interne ou des possibilités d'importation commerciales des pays déficitaires ne pourra se réaliser que lentement les producteurs estiment que l'aide alimentaire continuera d'être un facteur durable dans la stratégie de lutte contre la faim.

L'aide alimentaire, pendant et après la guerre, a été utilisée comme un palliatif à la pénurie qui s'était développée dans différentes régions, y compris l'Europe. Elle a pu être étendue et développée dans les années cinquante du fait que les Etats-Unis notamment, disposant d'importants excédents par l'opération de leurs politiques de soutien agricole, pouvaient satisfaire la demande commerciale internationale. Ce pays a fourni ainsi 80 % de toute l'aide alimentaire donnée jusqu'ici.

A l'époque, on avait peu d'expérience des effets de l'aide alimentaire. Elle peut, par exemple, décourager la production interne en déprimant les marchés ; elle a également permis à certains gouvernements de se soucier peu de leur agriculture vivrière (puisque en cas de pénurie on pouvait toujours faire appel à elle).

Puis l'aide alimentaire est devenue aussi une arme dans la conquête des marchés, en période d'excédents généralisés, par le biais des « ventes liées » : on offre une quantité d'aide alimentaire sous condition que le pays concerné s'engage à se fournir pour ses besoins commerciaux auprès du pays originaire de cette aide. Pour ces raisons et d'autres, l'aide alimentaire a acquis un bien mauvais renom.

Et pourtant, de grands progrès ont été accomplis. On a notamment trouvé des moyens très efficaces pour utiliser les produits alimentaires dans des projets à grand rendement économique et social : construction de routes, mise en valeur de terres, établissement et fréquentation de services sanitaires et d'enseignement.

En outre, il existe depuis vingt ans un Comité spécial, basé à Washington, où toutes les transactions d'aide alimentaire sont examinées en vue d'éviter qu'elles aient des effets de distorsion pour les échanges commerciaux. Enfin on confie une part de plus en plus importante quoiqu'encore relativement modeste, de l'aide alimentaire à des organismes multinationaux, notamment le Programme Alimentaire Mondial (ressources en 1974-75 : 750 millions de dollars) et l'UNICEF, ceux-ci garantissent que l'aide soit apolitique, ce qui n'est pas sûr quand elle est apportée par les gouvernements sur un plan bilatéral.

Les agriculteurs, aussi bien des pays industrialisés que des pays bénéficiaires de l'aide alimentaire, estiment qu'elle a une place importante dans une stratégie de lutte contre la faim. Mais ils ajoutent que cette aide doit être planifiée à l'avance et engagée ferme en produits et non en termes monétaires, pour que les quantités fournies ne dépendent plus de l'existence d'excédents occasionnels ou de fluctuations des cours internationaux. Il faut donc prévoir les engagements d'aide alimentaire en établissant les plans de production. Enfin des produits éventuellement disponibles dans les pays en voie de développement devraient être achetés pour passer dans des programmes d'aide alimentaire. Tous ces points, depuis longtemps préconisés par la FIPA, sont passés dans la politique gouvernementale lors de la CMA.

Pour mettre en œuvre toute stratégie, il faut des **ressources financières**. Dans le cas d'une lutte à long terme contre la faim mondiale, et cela sur tous les plans et pas seulement celui de la production agricole, les moyens requis sont très importants (tableaux 7 et 8).

Les perspectives économiques, les graves problèmes posés par le coût de l'énergie, et un certain désenchantement de la part des pays donateurs que ne fait qu'aggraver la confrontation choisie par de nombreux pays demandeurs, laissent très sceptique sur les chances d'atteindre les objectifs et de mener à bien les programmes projetés. La FIPA a très souvent déploré l'insuffisance de l'aide mais il est bien difficile, en tout réalisme, de voir comment y remédier.

Des **échanges plus rémunérateurs** (produits semi-finis et manufacturés) pour les pays pauvres pourraient se substituer à l'aide, mais ils se heurtent à des obstacles de toutes sortes. Car les égoïsmes nationaux subsistent dans les pays industrialisés : la moitié seulement du transfert de ressources prévu (0,7 % du PNB) est effectué chaque année, et la part diminue ; les industries de transformation continuent à réussir à s'opposer à un régime d'importation plus favorable pour les produits semi-finis et manufacturés ; les exportateurs d'agrumes des Etats-Unis s'élèvent contre les accords facilitant l'accès au marché de la CEE pour les agrumes du Maghreb.

En même temps, dans de nombreux pays en voie de développement, des gouvernements nullement issus d'une quelconque volonté populaire mènent des politiques où le mieux-être social ne semble concerner qu'une petite couche d'élites. Là où des concessions sont arrachées aux pays riches, elles ne sont guère exploitées, par exemple dans le cas du Système Généralisé de Préférence.

Cependant, ces pays semblent s'organiser ; des dirigeants pragmatiques commencent à prendre le devant de la scène, et peut-être verra-t-on donc une collaboration plus poussée imposée là où elle n'est pas concédée : la Convention de Lomé n'en est sans doute qu'un premier exemple.

Quant aux **actions internationales de grande envergure** ayant leur origine dans les organisations du système des Nations Unies, on est obligé de constater qu'elles sont presque toutes demeurées au stade de projets.

Par exemple, la FAO a proposé il y a plus de deux ans et demi un projet de Sécurité Alimentaire Mondial consistant en un engagement de coordonner les politiques nationales de stockage (notamment de céréales) et d'échange rapide et systématique d'informations sur la situation et les perspectives alimentaires dans chaque pays. Il se peut qu'au milieu de 1976 on commence de nouveau à accumuler des « excédents » de céréales ; ce ne seront nullement des « réserves mondiales de sécurité » car les gouvernements ont jusqu'ici été incapables de se mettre d'accord sur les quantités, leur répartition entre pays et encore moins sur les règles communes pour stocker et déstocker. Quant au système d'alerte, inutile de dire qu'il ne fonctionne pour ainsi dire pas en raison de refus de l'URSS et de la Chine d'y participer et de l'incapacité de nombreux pays de fournir des données fiables.

De même, depuis un an, le Comité des Produits de la CNUCED discute du fameux « programme intégré ». En décembre il a « terminé » ses travaux sans s'être mis d'accord ni sur les produits entrant en ligne de compte, ni sur les objectifs du programme, ni sur les mesures internationales pour le mettre en œuvre.

Ou bien les généraux sont incapables de se mettre d'accord pour des actions pratiques et réalisables, ou bien ils préparent des projets parfaitement irréalistes.

EXIGENCES NATIONALES

Pour la FIPA, la stratégie de lutte contre la faim doit s'occuper en priorité de ceux qui produisent les « armes », à savoir les agriculteurs. Lutter contre la faim, c'est d'abord créer les conditions d'un développement sain de l'agriculture. Bien sûr, il s'agit aussi bien de celle des pays industrialisés que des pays pauvres.

Les besoins résiduels du monde en produits alimentaires de base seront évidemment couverts pendant encore longtemps par les **pays riches**. Mais faut-il que ces pays cherchent aussi à augmenter leur auto-suffisance au maximum ? On a tendance, dans la CEE dernièrement, à répondre par l'affirmative : « En cas de pénurie, ce sont ceux qui peuvent payer qui sont servis les premiers ; de nombreux pays en voie de développement sont importateurs ; donc moins les pays riches importeront, plus il y aura pour les pays pauvres et à des prix plus bas ».

Mais le coût de la production agricole, même pour la maintenir au niveau actuel, ira croissant. Autrefois, quand l'inflation était presque négligeable, la productivité agricole augmentait suffisamment au moins pour permettre une quasi-stagnation des prix à la production. Aujourd'hui, les prix des intrants, du crédit, de la main-d'œuvre progressent à un rythme qui rend irréalisable de compenser par une avance dans le domaine de la productivité (tableau 10). D'où la forte hausse des prix agricoles depuis quelques années dans les pays très concurrentiels (tableau 11).

Le Ministère de l'Agriculture américain a calculé que le coût de production d'un boisseau de blé, tous facteurs inclus, est aujourd'hui de 3,50 dollars. Il est donc nécessaire de repenser sérieusement la notion de rémunération adéquate. Cependant, la loi du marché — « loi de la jungle » d'après le sénateur Humphrey à la Conférence de la FIPA — joue encore en grande partie. Plutôt que des décisions rationnelles basées sur des notions de rentabilité, cette loi du marché dictera l'évolution des cours et donc de la production. On peut s'attendre encore à de fortes fluctuations à l'avenir.

Autre facteur qui a son importance pour l'agriculture des pays riches, c'est la constante concentration des partenaires des agriculteurs alors que leurs propres organes de regroupement et de défense demeurent faibles ou ne se renforcent que lentement. Par la fixation des prix des intrants, par les conditions inscrites dans les contrats de fourniture, par l'intégration verticale, le contrôle du secteur échappe de plus en plus chaque jour aux agriculteurs eux-mêmes. Qui peut dire si cela aidera ou freinera la lutte contre la faim ?

Le problème dans les **pays pauvres** est à la fois semblable et fort complexe. Dans ces pays aussi la politique gouvernementale joue un rôle fondamental.

Depuis quelques années, l'agriculture des pays pauvres est la victime directe de l'inflation dans les pays riches, sous forme de fortes augmentations pour les prix de la quasi-totalité de leurs intrants. Non seulement la base économique est trop étroite pour permettre des subventions, mais au contraire les gouvernements imposent souvent des taxes quasi-fiscales à l'importation.

Pour tous les agriculteurs, et surtout pour les petits exploitants, l'accès au crédit à des conditions raisonnables est fondamental. Or, des organisations membres de la FIPA ont cité le cas de prêts de la Banque Mondiale à très bas taux d'intérêt pour le crédit agricole qui parvient aux paysans par la voie officielle à 10 % et plus !

Autre exemple de découragement des agriculteurs par leurs gouvernements, le prix payé pour leurs produits. Dans beaucoup de pays le prix à la production des produits d'exportation ne correspond qu'à une fraction du prix du marché mondial (tableau 12). A quoi bon des Conventions de Lomé ou des accords sur le café et le cacao si la stabilité et l'augmentation des cours qui en résulte ne profitent pas aux producteurs ? Bien sûr, il y a des intermédiaires exploités des paysans, mais les cours sont également fixés, notamment en Afrique, par des Marketing Boards et Caisses de Stabilisation qui dépendent directement des gouvernements.

Enfin, le même problème d'organisation des agriculteurs se pose dans les pays pauvres, mais leur principal besoin est de se défendre vis-à-vis des politiques gouvernementales. Dans ce domaine les populations ne sont simplement pas consultées. Ne serait-ce pourtant pas un excellent moyen de leur permettre d'exprimer leurs vœux dans les domaines économiques et sociaux ? Or, les exemples abondent de cas où l'organisation spontanée des paysans non seulement n'est pas encouragée mais est découragée, parfois activement. Ce ne sont pas, sauf exception, des coopératives dirigées par des fonctionnaires, ou des syndicats agricoles installés par le parti unique qui constitueront la voie de communication nécessaire, ou qui permettront aux paysans d'être véritablement représentés et leurs intérêts défendus. En plus, une bonne dose d'humilité chez les hommes politiques et les vulgarisateurs ne ferait pas de mal. Ils devraient mieux reconnaître que leurs paysans illettrés sans diplômes sont souvent, malgré tout, de bon conseil à propos des conditions locales et de la production agricole.

III. — PRODUITS ALIMENTAIRES ET DIPLOMATIE

Avant d'aller plus loin, reconnaissons que les produits alimentaires ont depuis toujours été utilisés comme arme politique ou militaire. Les sièges des villes avaient pour objet d'empêcher la population de se nourrir ; la destruction des récoltes avait le même objet. L'accès à des sources de produits alimentaires a été le but de certaines guerres.

Mais, dans le passé, il s'agissait d'empêcher l'accès de l'ennemi à ses ressources propres. Aujourd'hui, c'est l'accès aux ressources des autres dont on parle et on réclame un « droit d'accès » à ces ressources, qu'il s'agisse de l'accès au pétrole arabe pour les pays occidentaux ou au blé américain pour les pays pauvres.

L'indépendance économique des pays du Tiers Monde, toute partielle tant tous les pays dépendent des autres pour certains produits et certains services, est en partie hypothéquée du fait de leur dépendance alimentaire.

De façon générale, les membres de la FIPA estiment que l'agriculture a la capacité de nourrir la population même en l'an 2000. Mais ce ne sera possible qu'à la condition fondamentale de la mise en œuvre rapide de politiques et moyens qui stimuleront les producteurs, de l'adoption de techniques nouvelles, de rapides progrès dans les domaines de la génétique et d'autres solutions qui ont encore le goût de la science fiction. Ajoutons que plus les progrès quantitatifs et qualitatifs dépendront de la recherche très avancée et se réaliseront donc dans les pays riches, plus la dépendance alimentaire des pays pauvres augmentera.

Dans ces conditions, on est frappé par le fait que les gouvernements des pays en voie de développement se soient si peu occupés de leur agriculture vivrière et qu'aujourd'hui encore on soit obligé de les pousser à changer de politique face aux découragements dont on a déjà donné quelques exemples. Faire si peu sur ce plan, agir ainsi revient à s'exposer au chantage aussi sûrement que la cigale de la fable.

TROIS PAYS DOMINENT

Dans le monde d'aujourd'hui, trois pays dominent le tableau. La Chine a jusqu'ici réussi à nourrir convenablement sa population depuis 1950, mais qu'en sera-t-il à l'avenir ?

Quant à l'URSS, on sait qu'elle souffre de conditions climatiques peu favorables à une production agricole stable et croissante ; jointe à cela vient l'incompétence

bureaucratique que même les journaux soviétiques déplorent. Le résultat est une intervention intempestive de ce pays sur les marchés mondiaux, soit comme gros exportateur, soit, dernièrement comme gros importateur de céréales (tableau 13). Dans les deux cas, tous les autres pays en ont souffert et notamment les pays en voie de développement. La plupart des principaux bouleversements de marchés depuis vingt-cinq ans ont leur origine dans les interventions de l'URSS et il est très probable que l'URSS demeurera un facteur important à l'avenir aussi (tableau 14).

Le troisième pays, ce sont les Etats-Unis. On est obligé de constater que depuis 1945 le monde en dépend de plus en plus pour ses besoins marginaux (tableau 15). Qu'il s'agisse de l'Inde en 1965-66, de l'Europe dans le domaine des protéines, ou de l'URSS pour les céréales, on a dû se tourner vers ce pays car aucun autre n'a été en mesure de fournir les quantités nécessaires. Il se peut que des prix plus élevés stimuleront à l'avenir la production dans d'autres régions (évolution qui semble déjà entamée en matière de protéines et d'huiles végétales) mais pour l'instant les Etats-Unis dominent par le volume et par la souplesse de leur appareil de production.

Comme il semble bien que, dans un contexte de fortes fluctuations, les pénuries plutôt que les excédents caractériseront les marchés à l'avenir, c'est ce grand pays fournisseur qu'il faut considérer d'abord.

UN ATOUT INALIENABLE

Cela vaut la peine de réfléchir à la nature de l'atout que constitue l'agriculture américaine. La capacité productive des Etats-Unis dépend assez peu d'apports extérieurs ; elle consiste en des terres fertiles, des conditions climatiques pour la plupart favorables, des moyens de production provenant des sources nationales et surtout d'une communauté d'hommes dont le génie, aidé par les techniques également développées dans le pays, a mis en valeur ces ressources. Bien entendu, l'agriculture américaine est grande consommatrice d'énergie. Mais elle combine les différents facteurs de manière à produire de grandes quantités de produits alimentaires dont le monde a besoin. D'autres pays ont, peut-être bien, un potentiel aussi grand ; pour l'instant ils ne l'exploitent pas.

Imaginons une guerre chaude provoquée par un manque de produits alimentaires et perdue par les Etats-Unis. On pourrait emporter leurs richesses sous forme de butin ou de « réparations » de guerre ; confis-

quer leurs patentes ; démanteler usines ou armements. Mais il est physiquement impossible d'emporter la capacité productive de l'agriculture américaine ou même de la commander ou de l'annexer. On ne peut même pas en maintenir par la force la productivité qui dépend tellement de l'intervention et de la motivation des agriculteurs.

Qu'on le veuille ou non, on est bien obligé d'accepter le fait de la domination des Etats-Unis comme fournisseur résiduel dont l'importance est en proportion inverse de l'importance des récoltes dans d'autres régions.

Faut-il donc voir dans cette crise alimentaire un complot à long terme de la CIA ? Donnant de mauvais conseils aux pays en voie de développement, on a réussi à en augmenter la dépendance alimentaire. Ouvrant des possibilités de crédits très importants à l'URSS, on l'a amenée à améliorer le régime alimentaire de sa population et sa demande d'importation alimentaire, processus irréversible. Exportant des techniques améliorées d'alimentation animale en Europe, on l'a amenée à accroître sa dépendance du soja américain ?

Pour ma part je n'y crois pas. Mais ce serait naïf de penser qu'un pays disposant d'un tel autout inaliénable ne soit pas tenté de l'utiliser pour promouvoir sa façon de voir le monde. Chaque fois que M. Ford ou M. Butz ou M. Kissinger jure que le « pouvoir alimentaire » des Etats-Unis ne sera pas mis au service de sa diplomatie, ils soulignent à quel point les autres pays dépendent de ces approvisionnements. Bien sûr, dans le système du « free enterprise », le gouvernement américain n'a pas de contrôle direct sur les approvisionnements. Mais son influence est beaucoup plus grande que la philosophie de non-intervention dans les affaires économiques ne le laisse croire.

La très grande majorité des agriculteurs considèrent avec inquiétude ces développements. De façon générale, il est clair que plus les échanges de céréales et autres produits alimentaires dépendront de décisions politiques, plus les producteurs deviendront des pions dans un schéma qu'ils contrôlent bien moins encore que leurs marchés actuels. Il n'y a qu'à examiner les effets profonds des embargos de 1973 et des contrôles de 1975 sur les agriculteurs américains pour comprendre leurs sentiments à cet égard : « on nous a dit de produire au maximum et puis, pour des raisons politiques, on empêche les ventes pour mettre un plafond sur les prix ».

DANGERS DES ACCORDS BILATERAUX A LONG TERME

Mais outre ce risque, il est évident aussi que plus les marchés seront politisés, moins on pourra espérer voir conclure des accords de stabilisation multilatéraux. Un accord multilatéral implique des contraintes librement acceptées mais bénéfiques pour tous les participants. De telles contraintes elles-mêmes rendraient bien difficiles des arrangements politiques.

Pour cette raison, les agriculteurs, au sein de la FIPA et en dehors d'elle, ont exprimé leurs appréhensions à l'égard de l'accroissement des contrats bilatéraux à long terme (les Etats-Unis avec l'URSS notamment mais aussi avec d'autres pays est-européens et avec le Japon ; l'Australie avec le Japon et la Chine...). Si de tels accords bilatéraux apportent une certaine stabilité, surtout la prévisibilité des achats russes, leur effet risque d'être déstabilisateur pour la part du marché non couverte. Il faudrait convenir d'un cadre général dans lequel ces accords se négocieraient ; mieux, il faudrait un accord global.

Allant plus loin, je dirais que l'accord Etats-Unis-URSS a été acquis avec trop de facilité pour celle-ci. En effet, l'URSS a refusé de participer aux tentatives de la FAO pour améliorer la connaissance du marché et introduire une certaine stabilité. Ces tentatives répondaient à l'intérêt général ; ou aurait pu souhaiter que des pressions soient exercées sur les pays récalcitrants pour les inciter à participer : ceux qui fournissent les renseignements nécessaires pour prévoir les besoins seront servis les premiers ; en cas de pénurie les autres seront servis s'il en reste. Au lieu de cela, c'est l'URSS qui a bénéficié la première d'une assurance d'approvisionnement à long terme ; le vieux client des Etats-Unis, le Japon, n'a pu signer son accord à long terme que par la suite.

Ajoutons à cela, quand même, que l'URSS a maintenant un engagement d'acheter 6 millions de tonnes de céréales par an ; en supposant que certaines années sa récolte soit abondante, et les possibilités d'exportation de sa propre récolte limitées, cela l'obligera à constituer des stocks, ce qui serait dans l'intérêt de tous. En effet l'absence d'une politique de stockage semble être à la base de la plupart de ses interventions sur le marché international. Les agriculteurs ajoutent enfin leur incrédulité devant le fait que l'accord avec l'URSS ne semble être assorti d'aucune disposition sur les prix de vente qui seront le prix de marché au moment de la transaction.

Conclusions

La lutte entre idéologies (ou entre les impérialismes qu'elles camouflent) reçoit bien plus d'appui et de moyens que la lutte contre la faim. De même, toutes sortes de considérations entrent en ligne de compte lorsque les Etats entreprennent des engagements internationaux. La première, bien entendu, c'est l'intérêt national. Depuis plusieurs années, on ne parle que d'interdépendance et de solidarité : les actions n'ont guère suivi ces bonnes paroles.

La lutte contre la faim sera menée et gagnée en Inde, aux Philippines et au Ghana. Mais pour la gagner, il faut des moyens qui devront provenir en grande partie des pays riches. A la question de savoir si les pays riches peuvent laisser aux pays pauvres le soin de mener cette lutte seuls, on semble répondre par un non justifié, car l'effort accepté est loin de correspondre aux besoins reconnus. Notamment sur le plan de la collaboration internationale, trente années n'ont pas apporté grand-chose. Il n'y a pas de raisons particulières de croire ou d'espérer une grande amélioration dans ce domaine.

Donc il faut regarder du côté des actions bilatérales. Ce n'est pas le marché libre qui garantira la stabilité de marchés et des approvisionnements équitables ; et pourtant le pays qui domine le marché mondial pratique justement cette philosophie : elle pourrait se solder par un effondrement des cours en juillet-août 1976 et une récolte insuffisante en 1977. Des interventions massives sur le marché ont des effets fort néfastes pour

tous les pays ; et pourtant l'URSS refuse de collaborer pour mieux prévoir ses besoins. La puissance potentielle de la CEE est très importante ; et pourtant de graves lacunes dans la concertation entre les neuf pays rendent très difficile une action à l'échelle de ce potentiel.

Il est important de continuer à espérer une amélioration des rapports entre Etats, mais tant que ces rapports seront placés sur le plan de la confrontation les perspectives seront mauvaises. Force est de constater que, hormis les pays producteurs de pétrole, les pays pauvres ont très peu de moyens de pression sur les pays riches. Pour réaliser des progrès, il faut donc rechercher la collaboration.

Beaucoup de choses doivent être améliorées dans les rapports entre Etats, et plus encore peut-être au sein des Etats. Ces changements nécessiteront des pressions de toutes sortes ; ils ne se réaliseront pas seuls. Mais les gouvernements devraient comprendre — et le plus tôt sera le mieux — que, sur le plan de la production et des échanges alimentaires, plus la collaboration sera large et ouverte, moins grandes seront les possibilités de pressions politiques.

Pour la vaste majorité de la population mondiale la seule chose qui compte, aujourd'hui et pendant longtemps à l'avenir, c'est de manger à sa faim. Quel gouvernement peut se permettre de ne pas en tenir compte ?

ANNEXE

Tableau 1. — *Indices de la production alimentaire totale et par habitant dans les pays en voie de développement (1969-73)*

	Production alimentaire totale					Production alimentaire par habitant				
	1969	1970	1971	1972	1973	1969	1970	1971	1972	1973
	(... Indices, moyenne 1961-65 = 100...)									
Economie de marché en voie de développement	119	124	125	125	130	102	103	102	99	100
Afrique	118	121	124	126	122	102	102	102	100	95
Extrême-Orient	118	124	124	120	130	102	104	102	96	101
Amérique latine	120	125	126	128	133	102	103	100	99	100
Proche-Orient	122	124	128	138	131	104	103	102	107	98
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	116	122	125	123	128	104	107	108	105	107
Total pays en voie de développement ..	118	123	125	125	129	103	105	104	101	102
Monde	118	122	126	126	131	105	106	108	106	108

Source : Conférence mondiale de l'alimentation

Tableau 2. — *Taux de croissance de la production alimentaire et de la population (1952-74)*

	1952-62			1962-72			1973-74		
	Population	Production totale	alimentaire par habitant	Population	Production totale	alimentaire par habitant	Population	Production totale	alimentaire par habitant
	... Pourcentage annuel d'accroissement (1)...								
Pays développés à économie de marché	1,2	2,5	1,3	1,0	2,4	1,4	..	0,8	— 1
Europe orientale et URSS	1,5	4,5	3,0	1,0	3,5	2,5			
Total, pays en voie de développement	2,4	3,1	0,7	2,4	2,7	0,3	..	2,2	0
Total mondial	2,0	3,1	1,1	1,9	2,7	0,8	..	1,3	— 1

1. Taux composé de croissance de la production alimentaire.

Source : Conférence mondiale de l'alimentation

Tableau 3. — Evolution des stocks de céréales (1)

	1971	1972	Campagne finissant en			1976 (3)
			1973	1974	1975 (2)	
	(en millions de tonnes)					
Stocks de blé	64	67	44	39	43	42-44
— Principaux exportateurs	50	49	29	26	26	26-28
— Principaux importateurs	9	11	8	7	9	10
— Autres	5	7	7	6	8	6
Stocks de riz	24	21	13	14	13	15
— Certains exportateurs	9	6	4	4	4	5
— Certains importateurs	9	3	5	6	6	10
— Autres	6	7	4	4	3	
Stocks de céréales secondaires	57	73	59	50	44	49-51
— Principaux exportateurs	39	54	39	28	23	28-30
— Principaux importateurs	10	11	11	13	13	13
— Autres	8	8	9	9	8	8
Total céréales (excepté Chine et URSS)	145	161	116	103	100	106-110
En pourcentage de la consommation (excepté Chine et URSS)	17 %	19 %	15 %	12 %	12 %	12-13 %

1. Les données sur les stocks basées sur le total des stocks de report nationaux au début de chaque campagne et ne représentent donc pas des niveaux de stocks mondiaux à un moment donné.

2. Estimations.

3. Prévisions.

Source : FAO

Tableau 4. — Volume des importations brutes des produits alimentaires et taux de croissance 1961-63 et 1972

	Volume des importations brutes de produits alimentaires			Taux de croissance annuel	
	1961-63	1969-71	1972	1961-63 à 1969-71	1961-63 à 1972
	Indices, moyenne 1961-65 = 100			Pourcentage annuel	
Pays en voie de développement à économie de marché	96	127	138	3,4	3,5
Afrique	100	123	135	2,6	3,1
Extrême-Orient	93	120	125	3,2	3,0
Amérique latine	96	127	154	3,5	4,8
Proche-Orient	94	135	135	4,5	3,6
Pays d'Asie à économie centralement planifiée	96	106	120	1,2	2,2
Total pays en voie de développement	96	123	134	3,2	3,4

Source : Conférence mondiale de l'alimentation

Tableau 5. — *Importations de produits alimentaires des pays en voie de développement (1970-73)*

<i>Taux de croissance annuel :</i>	
Volume	7,3 %
Valeur	22 %

Tableau 6. — *Balance des paiements des pays en voie de développement non exportateurs de pétrole (1973-1976) (1)*
(en milliards de dollars)

	1973	1974	1975	1976
Exportations, fob	66	90,50	90	100
Importations, fob	68,50	107	116,50	121
Balance commerciale	— 2,50	— 16,50	— 26,50	— 21
Solde des services	— 7,50	— 10,50	— 13	— 15
Transferts privés	1	1,50	1,50	2
Balance des opérations sur biens et services et transferts privés	— 9	— 25,50	— 38	— 34
Solde des transferts publics (APD)	6,50	8	11	12,75
Balance courante	— 2,50	— 17,50	— 27	— 21,25
Mouvements nets de capitaux	9	18,50	20	16,75
dont : Investissement direct	3,50	3,75	3	2,50
Aide (APD)	4,50	4,25	5,50	6,25
Autres apports du secteur public (AASP)	2,50	3,25	4	4,25
Emprunts en euro-devises	5,50	7	7,50	6,50
Autres mouvements de capitaux	— 7	— 0,25	0	— 2,75
Balance des règlements officiels	6,50	1	— 7	— 4,50
Autres opérations de financement public	0,50	2	4	3
Variations des réserves internationales	7	3	— 3	— 1,50

1. Tous les pays hors de la zone de l'OCDE, excepté les pays producteurs de pétrole, les pays socialistes d'Europe de l'Est, l'Union Soviétique, la Chine, la Corée du Nord, le Vietnam du Nord, l'Afrique du Sud, Israël, la Yougoslavie, Chypre et Malte.
Source : OCDE

Tableau 7. — *Financement des quelques projets multilatéraux d'aide et de coopération*
(en millions de dollars)

Fonds de stabilisation des recettes des pays en voie de développement (proposé par les Etats-Unis, septembre 1975)	10.000 sur quatre ans
Programme intégré CNUCED (constitution de stocks)	6.000 à 13.000
Aide alimentaire multilatérale et bilatérale	1.400
Fonds international de développement agricole	1.200
Stocks de sécurité en céréales (60 m.t. selon la FAO)	1.200 (achat) 400 (gestion annuelle)
Investissements en agriculture pour atteindre le taux de croissance minimum préconisé par le Plan indicatif mondial de la FAO	150.000 entre 1970 et 1985

**Tableau 8. — Aide officielle
apportée aux pays en voie de développement non-exportateurs
de pétrole**

(en milliards de dollars)

	1973	1974	1975 esti- mation	1976 projec- tion
OCDE bilat.	8,5	10,3	11	11,5
Pays communistes bilat. ...	2,1	2,3	2,25	2,5
OPEP bilat.	0,9	2,5	4	5
Multilatérale (BIRD, etc...)	3,2	4,3	5,25	6
Tirages FMI	0,4	1,8	2,25	3

Source : Morgan Guarantee/The Economist

Tableau 9. — Revenus et investissements des pays développés et des pays en voie de développement (1)

(en dollars de 1970)

Groupe de pays	PNB par habitant		Taux annuel de croissance du PNB par habitant	Montant annuel estimatif des investissements par habitant		
	1970	1980		Epargne Intérieure	Apport de capitaux extérieurs	Total
Pays à faible revenu (moins de 200 dollars par habitant et par an)	\$ 105	\$ 108	0,2 %	\$ 14	\$ 2	\$ 16
Pays à revenu moyen (plus de 200 dollars par habitant et par an)	\$ 410	\$ 540	2,8 %	\$ 75	\$ 10	\$ 85
Pays de l'OCDE	\$ 3.100	\$ 4.000	2,6 %	\$ 850	\$ — 15	\$ 835

1. A l'exclusion des pays socialistes et des pays-membres de l'OPEP. Pour 1976-80, on suppose que le taux de croissance des pays en voie de développement sera celui du premier cas.

Source : BIRD

Tableau 10. — Prix de certains produits
requis pour la production du sucre

(en dollars par tonne métrique)		
	1972	1975
<i>Engrais</i>		
Engrais azotés :		
Sulfate d'ammonium	27,00	168,00
Urée à 46 %	76,00	346,00
Nitrate d'ammonium	64,00	214,00
Engrais phosphatés :		
Phosphate brut	13,00	60,00
Triple superphosphate	80,00	312,00
Engrais potassiques :		
Chlorure potassique	39,00	86,00
Sulfate potassique	55,00	109,00
Engrais composés :		
Pour la canne à sucre	77,00	223,00
<i>Herbicides</i>		
Amezedrine 80 % WP	3.016,00	5.756,00
Atrazine 80 % WP	2.254,00	3.949,00
Diurée 80 % WP	2.523,00	4.800,00
<i>Pétrole</i> : fob Golfe Persique	15,00	77,00
<i>Equipement</i>		
Tracteurs :		
MF-165	4.722,00	8.566,00
MF-185	5.393,00	9.751,00

Tableau 11. — Evolution des cours mondiaux de certains produits alimentaires

	Indice				
	Annuel		Premier trimestre		
	1969	1973	1974	1974	1975
	(... Indices 1963 = 100...)				
Produits d'exportation des pays en voie de développement (PVD) :					
Sucre	38	114	258	131	296
Cacao	159	206	283	239	256
Café	120	196	200	211	210 (1)
Tourteaux et farines d'oléagineux .....	...	136	204	244	158
Autres produits :					
Blé	92	222	284	311	253
Maïs	97	186	248	241	233
Indices Nations Unies des prix d'exportation pour les produits agricoles de base alimentaires :					
Pays développés	105	205	250	250	250
Pays en voie de développement	108	179	236	213	240
Tropicaux .....	...	174	202	193	197
Non tropicaux .....	...	194	254	243	257

1. Deux mois seulement.
Source : FAO

Tableau 12. — Prix de certains produits tropicaux à la production et à l'exportation

	1971		1972		1973		1974		Ports européens caf
	PP	CM	PP	CM	PP	CM	PP	CM	
Cacao									
Ghana	29,4	55,9	26,0	65,5	33,2	129,2	42,4	211,0	
Côte d'Ivoire	30,6		33,7		41,8		53,4		
Cameroun	31,3		35,7		41,8		—		
Brésil	52,8	51,7	48,9	57,6	82,2	106,2	112,9	194,1	
PP Prix de gros CM Prix à l'exportation									
Café									
Kenya	89,1	102,0	109,0	112,0	129,6	133,0	—	139,0	
Brésil	45,0	74,8	54,0	93,5	76,0	116,6	85,0	—	
Mexique	69,0	88,9	61,0	93,0	90,0	121,8	110,0	172,0	
PP Prix moyen à la production CM Prix moyen à l'exportation									
Thé									
Kenya	91,0	99,0	84,0	98	84,0	98,0			
Inde	89	74	82	86	90	90			
PP Prix moyen des enchères CM Prix à l'exportation									
Riz									
Thaïlande	4,5	12,9	5,6	14,8	7,5	29,9	11,5	54,2	
Birmanie	3,7	8,7	3,8	9,0	3,8		—		
PP Riz paddy CM Riz décortiqué									
PP = Prix à la production CM = Cours mondial Source : FIPA/FAO Production Yearbook 1974									

Tableau 13. — Production de céréales en URSS

Type de céréales	Moyenne 1961-65	Moyenne 1966-70	1971	1972	1973	1974	1975
	(en milliers de tonnes)						
Blé :	64,2	90,1	98,8	86,0	109,8	83,8	62,0
blé de printemps	36,5	54,2	51,0	56,6	60,4	39,1	...
blé d'hiver	27,7	35,9	47,8	29,4	49,4	44,7	...
Céréales secondaires *	66,1	77,4	82,4	82,2	112,7	111,8	71,0
Total céréales	130,3	167,5	181,2	168,2	222,5	195,6	133,0

* Seigle, orge, avoine, maïs, millet, sarrasin, riz, légumineux.
Source : CIB

Tableau 14. — *Importations et exportations de céréales par l'URSS*

	1963-64 1965-66	1968-69	1969-70	1970-71	1971-72	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76
Importations totales	6,7	0,4	1,1	0,6	7,7	21,4	10,3	4,2	26,0
Blé	6,7	0,1	1,1	0,3	3,4	15,0	4,4	2,5	
Céréales secondaires	—	0,3	—	0,3	4,3	6,4	5,9	1,7	
Exportations totales	3,6	...	...	...	6,5	2,0	5,7	...	...
Blé	1,5	...	...	...	5,5	1,3	5,0	4,0	...
Céréales secondaires	2,1	...	...	...	1,0	0,7	0,7	...	...

Source : CIB

Tableau 15. — *Exportations des Etats-Unis de certains produits et part du marché mondial*

	1948-52	1957	1960	1965	1970	1972	1973	1974
	(en millions de tonnes)							
Blé	9,1	11,3	13,7	19,7	19,1	22,6	36,4	26,1
Maïs	2,3	4,5	5,6	15,1	14,4	22,4	33,2	30,0
Soja (en équivalent tourteaux)	0,5	2,22	3,85	6,86	13,0	13,1	14,9	15,8
	(Pourcentage des exportations mondiales)							
Blé	45	46	49	35	33	35	45	40
Maïs	51	63	48	61	49	60	69	59
Soja * (en équivalent tourteaux)	88	95	93	83	85	80	78	75

* Part approximative : en raison des re-exportations par des pays tiers de farines produites avec des gènes importés des Etats-Unis il est difficile de calculer avec précision la part du marché ayant son origine aux Etats-Unis.

Source : FIPA sur la base de données FAO.